

Annuaire suisse de politique de développement

| 2003 |



institut universitaire
graduate institute
d'études du développement
of development studies

**SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION ET
COOPÉRATION INTERNATIONALE
DEVELOPMENT.COM**

CD-ROM INCLUS

Table des matières

Ouvertures 3

Pas sans nos langues
Alpha Oumar Konaré XI

La perspective d'un avenir meilleur pour tous
Walter Fust XIII

1. Fracture numérique : nouvel enjeu pour la coopération internationale

Les promesses d'une prospérité virtuelle
Marie Thorndahl 3

Eclairages Fracture numérique : un concept boiteux ?
Daniel Pimienta 27

 Pour une approche africaine des technologies de l'information
 Sylvestre Ouédraogo 31

 Les inégalités sociales à la racine des inégalités technologiques
 Partha Pratim Sarker 35

 E-commerce : du mirage économique au miracle social
 Benoît Vulliet 39

2. Applications et pratiques au Sud

La coopération à l'assaut de l'Afrique subsaharienne
Annie Chéneau-Loquay et Raphaël Ntambue-Tschimbulu 45

Eclairages Les technologies de l'information au Burkina Faso : une course de fond
Sylvestre Ouédraogo 77

 Infocentres villageois au Sud de l'Inde : l'humain avant l'outil
 Michel Egger 81

 Téléservices au Mali : l'art du détournement
 Jean-François L'haire et Ousmane Ly (propos recueillis par Marie Thorndahl) 85

 Radio, Internet et satellite au Sénégal pour lutter contre les feux de brousse
 Martin Faye 89

3. Politique et actions de la Suisse

Swisscom, l'UIT et la coopération au développement : le néolibéralisme contre la solidarité <i>Michel Egger et Jean-Louis Fullsack</i>	95
« Plus que la fracture, c'est l'opportunité numérique qui importe » <i>Hamadoun Ibrahim Touré (propos recueillis par Michel Egger)</i>	113
Eclairages La société de l'information : l'affaire de tous <i>Marc Furrer</i>	123
Les technologies de l'information relèvent de l'économie privée <i>René Buholzer</i>	127
Une société de l'information équitable : une question de volonté politique <i>Chantal Peyer</i>	131
DDC : une approche centrée sur les populations <i>Gerolf Weigel</i>	135
Helvetas : vers des technologies participatives <i>Marc Steinlin</i>	141
Pain pour le prochain : pour une communication équitable <i>Christoph Stückelberger</i>	145
ETIC : partenariat Nord-Sud et coopération décentralisée <i>Pape Ndiaye Diouf</i>	149
La Suisse et le Sommet mondial sur la société de l'information : défis et déficits <i>Fabrice Boulé</i>	151

4. Le Sommet mondial sur la société de l'information

La société mondiale de l'information : visions, peuples et pouvoirs <i>Cees J. Hamelink</i>	159
Eclairage Droits d'auteur : vers une nouvelle forme de colonialisme <i>Brian Wafawarowa</i>	185
Gouvernance de l'Internet : une centralisation du pouvoir inquiétante <i>Stéphane Koch</i>	189
La bataille des logiciels libres <i>Bernard Lang</i>	195
Financements et partage des richesses : des sujets tabous <i>Marie Thorndahl</i>	201
La société civile enlisée dans le système <i>Sean O'Siochru et Bruce Girard</i>	207
Eclairage La société civile, acteur clé de la société de l'information <i>Adama Samassékou</i>	219
Cyber-Léviathan <i>Mateo Cueva</i>	223

Helvetas: vers des technologies participatives

Marc Steinlin*

Les TIC, nouvelles perspectives pour le développement

Au départ, les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont servi de terrain d'expérimentation à des pionniers pleins d'imagination, qui allaient les introduire ainsi que leurs applications dans le champ de la coopération au développement. Dans les années 1990, les grands acteurs (organisations internationales de l'ONU, agences bilatérales comme l'USAID) ont les premiers abordé la question des TIC dans les débats sur le développement.

En 1999, Helvetas a dû se positionner sur cette question dans le cadre d'un mandat de la Banque mondiale. La place réservée aux TIC ressortait clairement de son programme sectoriel *World Link for Development*. On a aussi très vite compris qu'il ne s'agissait pas ici que de l'ouverture d'un champ d'activités prometteur, mais de défis et de questions qu'Helvetas devait s'atteler à relever activement.

L'organisation allait néanmoins se retrouver partagée. D'un côté, elle reconnaissait l'importance de ces nouvelles technologies: immense potentiel de développement, solutions nouvelles à de vieux problèmes, possibilités de croissance pour les pays du Sud comme pour l'organisation Helvetas elle-même. De l'autre, une certaine incertitude prévalait, suscitée

par la nouveauté de la question, le manque d'information et d'expérience, la notion émergente de « fracture numérique », la crainte aussi de répéter dans de nouveaux domaines les mêmes anciennes erreurs en matière de développement – syndrome des « tracteurs rouillant sous le soleil », c'est-à-dire des projets présentant une composante matérielle importante mais sans processus de développement durable.

Mise au défi, Helvetas a réagi par une phase de réflexion, notamment en réalisant en 1999 une étude modèle sur les TIC au Mali. Elle s'est appuyée sur celle-ci pour définir ses premières orientations et lignes directrices; elle a cherché des niches pour les intégrer à son programme général. Telle est la genèse de la stratégie d'Helvetas en matière de TIC.

Stratégie d'Helvetas: quelle place pour les TIC?

Les TIC modifient la pratique de l'aide au développement à double titre: d'une part, ces technologies obligent la coopération au développement à répondre à de nouveaux défis. Des problèmes et des contextes différents requièrent un cadre d'activités différent. D'autre part, les TIC élargissent les horizons et offrent la possibilité d'appréhender autrement, par d'autres voies, d'anciens problèmes, souvent restés sans réponses.

* Coordinateur de programme à Helvetas, Suisse.

Dans le cadre d'un processus d'*empowerment*, la prise de conscience de la révolution globale de l'information et de la communication est fondamentale. Pour pouvoir organiser librement, sur un plan local, son existence, il importe qu'un individu ou une communauté dispose de connaissances, d'une information et d'une capacité d'évaluer ces processus de changement au niveau global.

Dans tous les cas, l'accès aux moyens d'information reste essentiel. En tant que « technologies participatives », les TIC peuvent notamment contribuer d'une manière substantielle à intégrer certains groupes marginalisés, par exemple dans le cadre de conseils aux paysans. De même, dans un processus de démocratisation et de décentralisation, elles pourront à l'avenir s'avérer très utiles pour promouvoir la conscientisation des populations et le dialogue. Enfin, elles ouvrent des possibilités intéressantes pour collecter et diffuser les savoirs locaux, mais aussi pour les mettre en interaction avec les savoirs modernes et globaux, ce qui exigera une redéfinition du *knowledge management*. Il faudra dès lors considérer les TIC comme des éléments vectoriels dans tous les projets où elles peuvent apporter une plus-value.

Helvetas a toutefois aussi fait des TIC un sous-secteur de ses activités. Elle entend leur accorder une attention particulière dans le domaine de la formation. Dans cette perspective, Helvetas a estimé qu'il fallait ajouter le travail sur ordinateur au nombre des compétences culturelles de base, avec la lecture, l'écriture et le calcul. Les TIC font donc ainsi partie intégrante de l'éducation formelle. Celle-ci peut être considérée sous quatre angles particuliers: la *computer lite-*

racy (surtout les connaissances conceptuelles), la pédagogie, l'enseignement et, enfin, le développement de programmes didactiques. Devant l'ampleur de la tâche qui doit amener les pays du Sud à se familiariser avec les TIC, Helvetas souligne également l'importance de l'éducation informelle; elle s'appuie ici sur le moteur intrinsèque du développement, c'est-à-dire essentiellement sur le plaisir de la découverte et l'envie d'apprendre d'individus capables d'innovation. Helvetas a développé ainsi l'idée des « infotopes » – sur le modèle des biotopes. L'infotope est donc un lieu d'échange de connaissances et d'informations, pour une confrontation concrète avec les TIC. Les ordinateurs et Internet, champ d'expérimentation, doivent être rendus aussi librement accessibles que possible au groupe cible. En outre, il s'agira aussi d'évaluer et de développer de nouvelles méthodes didactiques et de connexion.

D'une manière générale, la stratégie TIC d'Helvetas doit s'insérer dans les stratégies et principes plus larges existants. S'appuyant sur des lacunes et des erreurs constatées chez d'autres acteurs, Helvetas a créé le concept des quatre *wares*, qui soutendra ses activités: à côté du *hardware* et du *software*, elle a défini les notions de *frameware* et de *brainware*. C'est sur ces deux dernières qu'elle a concentré ses réflexions. Le *frameware* concerne les aspects systémiques des TIC: conditions-cadres légales et sociales, aspects organisationnels et institutionnels (*organisational development*), accès aux TIC (y compris au sens social), problèmes d'entretien, gestion des savoirs, etc. Le *brainware* concerne les ressources humaines, les aspects de la forma-

tion, les questions pédagogiques. Pour durer, les projets devront trouver un équilibre entre les quatre domaines.

L'intérêt concret des TIC aux yeux d'Helvetas


Trois exemples illustrent le travail d'Helvetas dans ce domaine. Dans le cadre d'une coopération déjà ancienne avec les séminaires d'enseignants au Bhoutan, Helvetas a intégré les TIC directement dans la formation. D'un côté, les futurs enseignants devront utiliser les TIC pour leur propre travail professionnel; de l'autre, ils devront être bientôt capables d'enseigner les TIC comme matière en soi. Cela suppose qu'un certain nombre de conditions prévalent: que les enseignants exploitent les infrastructures techniques de manière durable, qu'ils se soient approprié les connaissances pédagogiques et les concepts nécessaires; enfin, que l'accès libre des étudiants aux ordinateurs soit garanti et réglementé.

Au Paraguay, les TIC deviendront le principal instrument de la vulgarisation agricole et paysanne. Les conseillers seront munis d'ordinateurs portables et

mis en réseau. Dans le cadre du développement du *knowledge management*, ils s'entraideront directement sur le terrain via Internet. Par la suite, les paysans devraient être également reliés entre eux pour des échanges d'informations au niveau local.

Dans le cadre de la décentralisation de l'administration publique au Mali, il est prévu de mettre en réseau via Internet des services régionaux de conseil pour les administrations communales. Celles-ci pourront alors échanger des connaissances, des informations et d'autres ressources (par exemple des documents administratifs); enfin, le réseau permettra, à plus long terme, l'introduction d'éléments de *e-governance*. Un développement particulièrement intéressant lorsque la communication et l'interaction par les voies traditionnelles sont quasiment impossibles.

Enfin, il ne faut pas oublier l'influence déterminante des TIC sur la communication au sein même de l'organisation Helvetas. L'installation d'un réseau interne Intranet a permis le rapprochement de ses propres experts et rendu plus disponibles et facilement utilisables leurs compétences disséminées dans le monde.



Les discours techno-évolutionnistes de la Banque mondiale, de l'ONU ou encore de l'Administration fédérale suisse le prouvent : les technologies de l'information et de la communication (TIC) – Internet en tête – sont devenues la « nouvelle frontière » de la coopération au développement. D'un côté, un besoin dont l'insatisfaction manifeste une inégalité choquante; de l'autre, un instrument de lutte contre la pauvreté.

Mais qu'en est-il au-delà des belles paroles : mirage ou réalité? Que cachent les concepts en vogue comme la « fracture numérique »? En quoi les TIC ont-elles changé les approches de la coopération au développement? La société de l'information en construction est-elle le lieu d'une redéfinition des relations entre Etats, entreprises et société civile, ou le théâtre de luttes de pouvoir sous le voile d'une illusoire communauté d'intérêts?

C'est à ces questions que l'Institut universitaire d'études du développement (iuéd) a tenté de répondre en invitant une trentaine d'auteurs – du Sud et du Nord – à explorer les enjeux essentiels de ladite « société de l'information » pour les pays en développement. Entre vision, bilan critique et confrontation de points de vue, *Société de l'information et coopération internationale: development.com* aborde les grandes questions qui font débat comme les droits de propriété intellectuelle, la régulation de l'Internet, le financement international, la politique de l'Union internationale des télécommunications (UIT) ou encore le rôle de la société civile. L'ouvrage analyse plusieurs projets concrets de TIC au Sud en donnant la parole aux partenaires de terrain. Il offre une place de choix aux principaux acteurs suisses en présentant leurs approches et activités.

Un livre de référence pour comprendre les enjeux du Sommet mondial sur la société de l'information, qui se déroulera en deux phases, à Genève en décembre 2003 et à Tunis en novembre 2005.